

### Editorial du numéro d'Esprit libre de juin 2015

#### ***Une université « européenne » doit s'engager en faveur d'une Europe solidaire***

Notre Université est située au cœur de l'Europe. Cette évidence, bien souvent répétée, nous amène à faire évoluer sans cesse son profil pour le mettre en adéquation avec notre environnement.

C'est pourquoi nous offrirons, dès la prochaine rentrée académique, le plus grand département de langues de Belgique. Non seulement par la multiplicité des idiomes que nous enseignerons, mais aussi par la diversité des approches que nous proposerons, de l'étude littéraire à l'interprétation, en passant par l'analyse linguistique ou la traduction. J'y reviendrai à la rentrée prochaine, qui sera placée sous ce thème des langues, mais aussi sous celui, complémentaire, de la francophonie.

Des langues au journalisme et à la communication, il n'y a qu'un pas, et c'est même souvent un pas de deux. Bruxelles est aussi l'une des principales places du journalisme international et notre département d'information et de communication continuera à en profiter, en renforçant ses liens avec d'autres institutions d'enseignement supérieur afin d'améliorer encore la qualité de la formation offerte à nos étudiants. La signature de l'accord avec l'IHECS s'inscrit dans cette volonté de rapprochement avec nos partenaires bruxellois.

Mais cette ambition « européenne » de notre Université implique également un engagement de notre part en faveur de plus d'Europe. Pour autant cependant que cette Europe se montre à la hauteur des idéaux qui ont présidé à sa conception et ont guidé son développement. Or l'actualité nous confronte à la chronique de deux morts annoncées : celle de la Grèce, épuisée par les créances, et celle, je le crains, de l'Europe politique.

En 2014, les hôpitaux grecs ont été financés, pour les quatre premiers mois de l'année, à hauteur de 670 millions d'euros. Cette année, ils ont reçu pour la période équivalente un financement de 43 millions ! Ces deux chiffres donnent la mesure de la crise, dans un secteur que nous reconnaissons tous comme emblématique de notre système social. Aujourd'hui, à Athènes comme dans beaucoup de villes grecques, les gens ne peuvent plus être soignés correctement, par manque de moyens.

Ce n'est pas ici le lieu pour analyser les parts de responsabilités dans la crise grecque. Assurément, le niveau de compétence de l'administration dans son ensemble, la corruption profondément ancrée dans les comportements à tous les niveaux, le manque historique de « sens de l'Etat » au sein de la population sont parmi les causes du mal. Mais on ne peut nier qu'il faut y ajouter, et sans doute avec un impact plus fort encore sur la situation actuelle, l'attitude des dirigeants européens face à la crise grecque, leur manque de lucidité ou de courage politique, leur absence d'empathie, leur surdité aux conseils des plus éminents économistes, la frilosité d'une Europe qui déclare ici sa faillite morale et politique pour ne pas avoir à craindre celle de quelques financiers.

Bien évidemment, rien n'est joué, et j'espère que les jours ou les semaines qui viennent donneront tort à mes craintes. Rien n'est simple non plus, et il faut en toute circonstance éviter de donner des leçons quand on n'est pas soi-même confronté à la difficulté de la

situation. Mais les habitants de cette Europe qui laisse pour compte une partie de ses membres —que la Russie et la Chine s’empresseront de prétendre sauver, sans davantage de sincérité— ne peuvent rester muets face au drame que l’on met en scène sous leurs yeux.

L’Université libre de Bruxelles prêtera donc son concours dans les prochaines semaines à une action concertée d’hôpitaux de notre réseau hospitalier, de manière à soutenir la population grecque et plus particulièrement son accès aux soins de santé. Car une gestion non solidaire de la crise grecque risque aussi d’entraîner la faillite d’un système européen de soins de santé fondé sur ce principe, qui nous est si cher, de l’égalité d’accès. En espérant que ceux qui nous gouvernent pourront éviter le pire. En espérant qu’ils ne sous-estimeront pas non plus, dans ce pays dont l’histoire, certes, se confond avec le chant de la liberté, la menace d’un retour consécutif des extrémismes, que l’ULB avait su combattre sans faiblir quand, entre 1967 et 1974, le « régime des Colonels » faisait régner un ordre liberticide.

Didier Viviers  
Recteur